



European
Commission



LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES TERRES EUROPÉENNES DANS LE MONDE

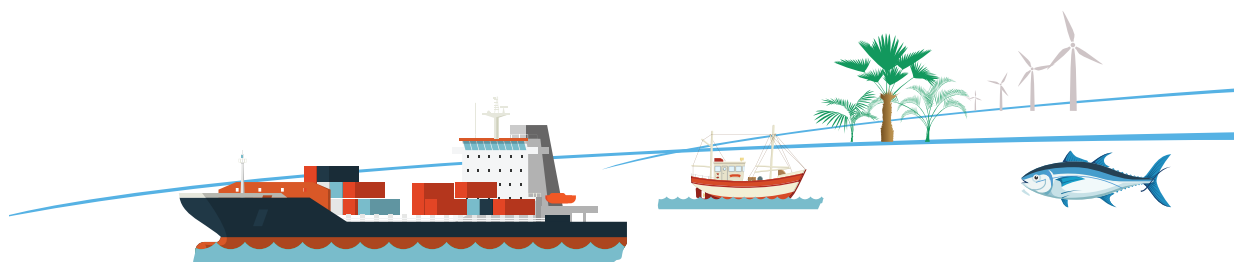


Nous avons toujours accordé une attention particulière aux neuf régions que l'on appelle 'ultrapériphériques', qui sont avant tout des régions européennes, et qui projettent la présence de l'Europe à des points stratégiques du globe. L'Union européenne s'attache depuis des années à combler la distance géographique qui nous sépare par une proximité de cœur.

Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne

L'UE reconnaît depuis longtemps les spécificités communes aux Açores, Îles Canaries, Guadeloupe, Guyane, Madère, Martinique, Mayotte, La Réunion et Saint-Martin, et leur accorde un statut particulier. Mais la Commission Juncker a pour la première fois mis en place un **accompagnement personnalisé**, avec les États membres, pour aider ces régions à **miser sur leurs atouts uniques, créer des opportunités pour leurs habitants et tirer leur épingle du jeu dans la mondialisation**.

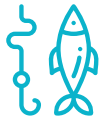
Dans ses propositions pour le prochain budget pluriannuel et les fonds européens pour 2021-2027, la Commission a honoré les engagements de la nouvelle Stratégie de l'UE pour les régions ultrapériphériques d'octobre 2017, qui est elle-même une réponse concrète aux demandes exprimées par les régions dans le mémorandum remis au Président Juncker à Bruxelles en mars 2017.



LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR LE PROCHAIN BUDGET DE L'UE 2021-2027

Sous la **politique de Cohésion**, ces régions continueront à bénéficier d'une dotation de fonds supplémentaires de l'UE de plus d'1 milliard d'euros et du taux maximal de cofinancement européen. Elles pourront, contrairement aux autres régions, investir des fonds européens dans les aéroports.

Elles obtiendront une aide de 270 millions d'euros sous les programmes de coopération ('Interreg'). La mutualisation de ressources avec l'Instrument de voisinage et de coopération internationale sera rendue possible afin de favoriser les projets communs avec les pays tiers et aider ces régions à mieux s'intégrer dans leurs espaces régionaux.



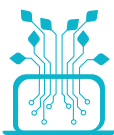
La Commission propose 315 millions d'euros pour soutenir le secteur de la **pêche** dans les neuf régions, y compris pour compenser leur surcoûts avec, comme par le passé, une compensation de 100%. L'enveloppe réservée pour ces régions contribuera également à développer une pêche et une économie maritime durables et à soutenir les petits pêcheurs côtiers.

Dans la nouvelle **Politique Agricole Commune**, l'approche POSEI (Programmes d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité) est conservée, pour un soutien renforcé aux agriculteurs dans ces régions; le financement proposé pour les neuf régions est fixé à 627 millions d'euros par an. Le niveau des paiements directs accessibles aux agriculteurs des régions ultrapériphériques restera nettement supérieur à celui des aides versées dans les autres États membres.

A cela s'ajoute le budget européen pour le développement rural, soutenant la biodiversité dans l'agriculture et la foresterie et favorisant le développement économique des zones rurales. Dans ce cadre, les régions ultrapériphériques bénéficieront du taux de cofinancement européen le plus favorable, de 70% au lieu de 43% dans les autres régions.

La proposition de la Commission pour **InvestEU** offre la possibilité pour les États membres de transférer une partie de leurs ressources en gestion partagée vers ce nouvel instrument – notamment dans les zones vulnérables et isolées telles que les régions ultrapériphériques – afin d'accéder à la garantie offerte par le budget de l'UE. Dans ces régions, cela permettra d'attirer des investissements privés et de davantage soutenir des secteurs clefs comme l'innovation ou la transition énergétique. Afin de faciliter un large déploiement d'InvestEU, y compris dans ces régions, la Commission propose de simplifier les règles en matière de cofinancement national; il serait déclaré compatible avec les règles de l'UE en matière d'aides d'État, pour autant que certaines conditions précises soient remplies.

Les programmes **Erasmus** et le **Corps européen de Solidarité** prennent en compte la situation spécifique de ces régions et souhaitent augmenter leur participation à toutes les actions des programmes, notamment la coopération avec les pays tiers dans le cas d'Erasmus. La Commission suivra le progrès de cette participation.



Pour aider les régions ultrapériphériques à miser sur leurs atouts et développer leur plein potentiel, une initiative de partage d'expertise, 'Partager l'Excellence', leur est ouverte sous le programme de recherche et innovation **Horizon Europe**, ainsi qu'aux régions accusant un retard en termes d'innovation par rapport au reste de l'UE. Par ailleurs, certaines des thématiques du programme correspondent aux ressources uniques de ces régions – énergies renouvelables, lutte contre le changement climatique, étude des maladies tropicales, biodiversité et économie bleue – ce qui favorisera leur participation au programme.

Le programme **Europe Numérique** contribuera à une connectivité et des compétences numériques accrues dans ces régions. Les nouveaux pôles d'innovation numérique prévus par le programme aideront ces régions à participer pleinement au Marché Unique du Numérique.



Des projets de transport incluant les ports maritimes et les axes urbains pourront être soutenus dans les régions ultrapériphériques sous le volet transport de le **Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe**, l'UE pouvant financer jusqu'à la moitié des coûts..



Le programme pour l'environnement et le climat **LIFE** prévoit qu'une attention particulière sera donnée aux projets issus des régions ultrapériphériques dans les appels à propositions. Le programme pourra soutenir les petits projets de protection de la biodiversité et des écosystèmes dans ces régions.

Le nouveau **Fonds "Asile et Migration"** et le **Fonds pour la Sécurité Intérieure** fourniront des ressources aux États membres concernés pour aider ces régions à gérer durablement la migration et faire face aux situations de pression migratoire.

Les infrastructures spatiales des régions ultrapériphériques ont bénéficié de l'essor de la **politique spatiale de l'Union**, notamment le port de lancement européen situé en Guyane. La Commission européenne a récemment proposé que l'Union redouble d'efforts dans ce domaine dans le cadre des nouvelles perspectives financières. Ceci devrait se traduire par de nouvelles retombées positives sur le plan économique.



LA NOUVELLE STRATÉGIE DE L'UE POUR LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES: UN PARTENARIAT PRIVILÉGIÉ ET RENFORCÉ

La Stratégie vise à assurer aux régions ultrapériphériques toute leur place dans les politiques européennes et à les accompagner sur le chemin de la croissance, grâce à:

1) Une prise en compte en amont des spécificités des régions ultrapériphériques: la Stratégie prévoit que l'impact des décisions prises au niveau européen sur ces régions soit analysé a priori, afin de façonner des politiques reflétant davantage les réalités et intérêts de ces territoires. Cela concerne notamment la négociation d'accords internationaux sur la pêche ou le commerce extérieur impliquant des produits importants pour les économies régionales.

2) Un partenariat plus étroit à tous les niveaux: la Stratégie vise à renforcer le dialogue entre la Commission et les régions ultrapériphériques en proposant l'établissement de plateformes sur des questions communes soulevées par les régions ou leur Etat membre, réunissant aussi, au besoin, d'autres institutions comme la Banque européenne d'investissement et les acteurs du secteur privé.

3) Un accompagnement personnalisé: Chacune des neuf régions est unique, avec ses propres défis et atouts. La Commission a proposé d'établir sur demande des groupes de travail spéciaux (des 'task forces') avec leurs Etats membres sur des problématiques précises. Un groupe a été créé en février 2018 pour accompagner la transition énergétique à La Réunion. Une autre 'task force' sur la gestion des déchets dans les Îles Canaries devrait démarrer ses travaux à l'automne 2018.

Dans le contexte de cette Stratégie, la Commission a également lancé une initiative d'un budget de 4 millions d'euros pour améliorer la participation de ces régions au programme de recherche **Horizon 2020**. La Commission a également annoncé son intention d'envisager l'octroi d'aides d'État en faveur de la construction de nouveaux navires dans les régions ultrapériphériques, sous réserve du respect de conditions garantissant une pêche durable.



DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES POUR L'AVENIR AVEC LE PLAN JUNCKER

Dans le cadre de la nouvelle Stratégie, la Commission a proposé une nouvelle initiative dédiée aux régions ultrapériphériques sous le Plan Juncker, pour faciliter l'accès des régions au Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS). La Banque européenne d'investissement a conduit une étude de faisabilité pour envisager la création de plateformes d'investissement, avec plusieurs options pouvant potentiellement être soutenues par l'EFIS.

Mais le Plan Juncker a déjà traversé les océans, avec 4 projets d'infrastructure dans les régions ultrapériphériques, représentant 300 millions d'euros de financement. Cela inclut notamment **un nouveau réseau de bus hybrides et électriques aux Îles Canaries**, qui réduit le temps de trajet pour les passagers et améliore la qualité de l'air dans la région. Le projet le plus récent, signé le 14 juin 2018, concerne **le développement de l'aéroport Roland Garros de La Réunion**, avec 100 millions d'euros de financement.

Un Fonds de Fonds pour soutenir les entrepreneurs à la Réunion, combinant fonds de la politique de Cohésion et EFIS, ainsi qu'**une plateforme d'investissement pour les régions ultrapériphériques françaises** lancée par l'Agence Française de Développement sont également soutenus par le Plan Juncker. Cette plateforme a notamment permis au premier projet EFIS Guyanais de voir le jour, un projet social intergénérationnel dont la signature a eu lieu en présence du Président Juncker lors de sa visite en Guyane en octobre 2017.



LE SOUTIEN DES FONDS EUROPÉENS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT ET DES MESURES SPÉCIALES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Pour la période 2014-2020, l'UE alloue **13,5 milliards d'euros** à ces régions au titre des Fonds structurels et d'investissement européens et du POSEI, soutenant ainsi des secteurs clefs comme la pêche et l'agriculture, ainsi que l'innovation, les infrastructures énergétiques, l'entrepreneuriat et la formation professionnelle.

Au-delà des subventions européennes, les régions ultrapériphériques bénéficient de mesures spéciales ou dérogatoires pour faciliter leur accès au marché intérieur, afin d'atténuer l'impact de leurs contraintes géographiques et économiques et de stimuler la croissance.

En mai 2017, les règles en matière d'aides d'État en faveur des régions ultrapériphériques de l'UE ont été précisées et simplifiées afin de permettre aux Etats membres de mieux couvrir les surcoûts que supportent les entreprises exerçant leurs activités dans ces régions, dans tous les secteurs économiques.

En juin 2017, la Commission a décidé de relever le contingent annuel de rhum traditionnel des Outre-mer bénéficiant d'une fiscalité réduite, une bouffée d'oxygène pour la filière rhum-cannes-sucre pour les régions ultrapériphériques françaises, qui représente plus de 40 000 emplois directs et indirects.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ: LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE À L'ŒUVRE DANS LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES

Aux premières heures d'Irma et de Maria, les ouragans dévastateurs qui ont frappé les Caraïbes en septembre 2017, l'UE a exprimé sa solidarité en mobilisant ses instruments de réponse d'urgence et en offrant d'aider à reconstruire, dans le long terme, avec le soutien des fonds européens. La Commission a débloqué **49 millions d'euros pour Saint-Martin et la Guadeloupe** en février 2018.

Le Fonds de Solidarité était également intervenu à **Madère**, touchée par des feux de forêt en août 2016. Une aide financière de près de **4 millions d'euros** lui a été versée pour aider à couvrir les coûts des mesures d'urgence, des opérations de nettoyage et de remise en fonction des infrastructures publiques.



UN CONTACT DIRECT ET RÉGULIER AVEC LA COMMISSION

Le Président Juncker a rencontré les présidents des régions ultrapériphériques à Bruxelles en avril 2016, puis en mars 2017, à l'occasion du 4e Forum des Régions Ultrapériphériques. Le Président a également rencontré les parlementaires européens de ces régions à Strasbourg, en mai 2016.

Le Président Juncker s'est rendu en Guyane en octobre 2017 à l'occasion de la conférence annuelle des régions ultrapériphériques, aux côtés du Président français Emmanuel Macron.

Quant à la Commissaire à la politique régionale Corina Crețu, elle rencontre régulièrement les représentants des régions ultrapériphériques et se rend à chaque conférence annuelle, organisée par la région tenant la présidence.

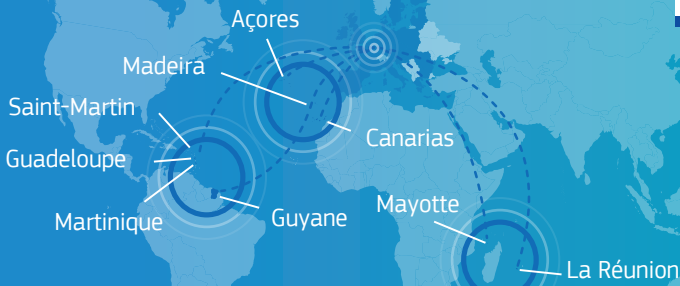
Le prochain grand rendez-vous est prévu les 22 et 23 novembre 2018 aux Îles Canaries pour la conférence annuelle au cours de laquelle sera également abordée la question de l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur ces régions.





Comisión Europea

LAS REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS, TERRITORIOS EUROPEOS EN EL MUNDO

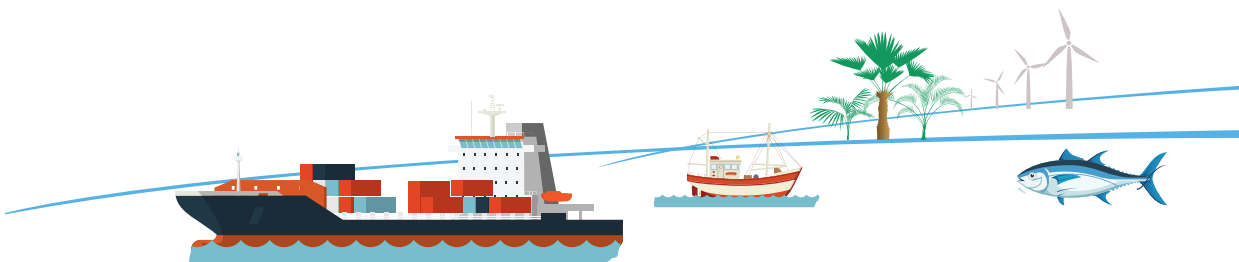


Siempre hemos prestado una atención especial a las nueve regiones denominadas «ultraperiféricas», que son, ante todo, regiones europeas, y que proyectan la presencia de Europa en lugares estratégicos del mundo. La Unión Europea se ha propuesto desde hace años acortar la distancia geográfica que nos separa de estas regiones llevándolas muy cerca de nuestros corazones.

Jean-Claude Juncker, presidente de la Comisión Europea

La UE reconoce desde hace muchos años las particularidades comunes a las Azores, las Islas Canarias, Guadalupe, Guayana, Madeira, Martinica, Mayotte, la Reunión y San Martín, a las que concede un estatuto específico. Sin embargo, la Comisión Juncker ha establecido por primera vez, junto con los Estados miembros, un **acompañamiento personalizado** para ayudar a estas regiones a apostar por sus ventajas únicas, crear oportunidades para sus habitantes y poder beneficiarse de la globalización.

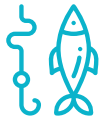
En sus propuestas para el próximo presupuesto plurianual y los fondos europeos para 2021-2027, la Comisión ha tenido en cuenta los compromisos de la nueva estrategia de la UE para las regiones ultraperiféricas de octubre de 2017, que es en sí misma una respuesta concreta a las demandas expresadas por las regiones en el memorando remitido al presidente Juncker en Bruselas en marzo de 2017.



LAS PROPUESTAS DE LA COMISIÓN PARA EL PRÓXIMO PRESUPUESTO DE LA UE 2021-2027

En el marco de la **política de cohesión** estas regiones seguirán beneficiándose de una asignación de fondos adicionales de la UE de más de 1 000 millones de euros y del porcentaje máximo de cofinanciación de la UE. A diferencia de otras regiones podrán invertir fondos europeos en los aeropuertos.

Obtendrán una ayuda de 270 millones de euros en el marco de los programas de cooperación («Interreg»). El Instrumento de Vecindad y Cooperación Internacional permitirá poner en común los recursos necesarios para fomentar proyectos conjuntos con terceros países y ayudará a estas regiones a integrarse mejor en sus espacios regionales.



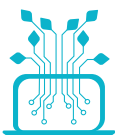
La Comisión propone 315 millones de euros para apoyar al sector de la **pesca** en las nueve regiones, principalmente mediante una compensación del 100 % de sus sobrecostos, como ya se hizo en el pasado. La dotación reservada para estas regiones también contribuirá a desarrollar una pesca y una economía marítima sostenibles y a apoyar a los pequeños pescadores costeros.

En la nueva **Política Agrícola Común** se mantiene el enfoque POSEI (Programa de opciones específicas por la lejanía y la insularidad) con el fin de reforzar el apoyo a los agricultores en esas regiones; la financiación propuesta para las nueve regiones se fija en 627 millones de euros anuales. El nivel de los pagos directos a los agricultores de las regiones ultraperiféricas sigue siendo muy superior al de las ayudas abonadas en los otros Estados miembros.

A ello se añade el presupuesto europeo para el **desarrollo rural**, que apoya la biodiversidad en la agricultura y la silvicultura y favorece el desarrollo económico de las zonas rurales. En este contexto, las regiones ultraperiféricas se beneficiarán del porcentaje de cofinanciación europea más favorable, a saber, el 70 % en lugar del 43 % en las demás regiones.

La propuesta de la Comisión para **InvestEU** ofrece a los Estados miembros la posibilidad de transferir una parte de sus recursos de gestión compartida a este nuevo instrumento — especialmente en las zonas vulnerables y aisladas como son las regiones ultraperiféricas — para acceder a la garantía ofrecida por el presupuesto de la UE. En estas regiones, esto permitirá atraer más inversión privada y apoyar sectores clave como la innovación o la transición energética. A fin de facilitar un amplio despliegue de InvestEU también en estas regiones, la Comisión propone simplificar las normas de cofinanciación nacional para lograr la compatibilidad con las normas de la UE sobre ayudas estatales, siempre que se cumplan determinadas condiciones específicas.

Los programas **Erasmus +** y el **Cuerpo Europeo de Solidaridad** tienen en cuenta la situación específica de estas regiones y aspiran a aumentar su participación en todas las actividades de los programas, en particular la cooperación con terceros países en el caso de Erasmus+. La Comisión supervisará el progreso de dicha participación.



Para ayudar a las regiones ultraperiféricas a aprovechar sus puntos fuertes y desarrollar su potencial, se ha puesto en marcha una iniciativa de intercambio de conocimientos especializados «Compartir la excelencia» en el marco del programa de investigación e innovación **Horizonte Europa**, dirigida asimismo a las regiones más rezagadas en términos de innovación en comparación con el resto de la UE. Por otra parte, algunas temáticas del programa como las energías renovables, la lucha contra el cambio climático, las enfermedades tropicales, la biodiversidad y la economía azul coinciden con los recursos únicos de estas regiones, lo que favorecerá su participación en el programa.

El programa **Europa digital** contribuirá a lograr una mayor conectividad y mayores competencias digitales en esas regiones. Los nuevos centros de innovación digital previstos por el programa ayudarán a estas regiones a incorporarse plenamente al mercado único digital.



La UE podrá financiar en las regiones ultraperiféricas hasta la mitad de los costes de los proyectos de transporte, incluidos los puertos marítimos y vías urbanas, en el marco del componente sobre transporte del **Mecanismo Conectar** Europa.



El programa para el medio ambiente y el clima, **LIFE+**, prevé que las convocatorias de propuestas concedan una atención especial a los proyectos procedentes de las regiones ultraperiféricas. El programa podrá apoyar pequeños proyectos de protección de la biodiversidad y de los ecosistemas marinos en dichas regiones.

El nuevo **Fondo de Asilo y Migración** y el **Fondo de Seguridad Interior** aportarán recursos a los Estados miembros afectados para ayudar a estas regiones a gestionar de forma sostenible la migración y hacer frente a las situaciones de presión migratoria.

Las infraestructuras espaciales de las regiones ultraperiféricas se han beneficiado del auge de la **política espacial de la Unión**, en particular el puerto de lanzamiento europeo situado en Guayana. Recientemente, la Comisión Europea ha propuesto que la UE intensifique sus esfuerzos en este ámbito en el marco de las nuevas perspectivas financieras. Esto debería traducirse en nuevos efectos positivos desde el punto de vista económico.



LA NUEVA ESTRATEGIA DE LA UE PARA LAS REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS: UNA ASOCIACIÓN PRIVILEGIADA Y REFORZADA

La estrategia tiene por objeto ayudar a estas regiones a que ocupen un lugar destacado en las políticas europeas y acompañarlas en la senda del crecimiento, a través de:

1) La consideración desde un primer momento de las particularidades de las regiones ultraperiféricas: la estrategia establece que la repercusión de las decisiones tomadas a nivel europeo sobre estas regiones debe analizarse a priori, con el fin de configurar unas políticas que reflejen mejor las realidades e intereses de estos territorios. Esto afecta en particular a la negociación de acuerdos internacionales sobre la pesca o el comercio exterior que afecten a productos importantes para las economías regionales.

2) Una asociación más estrecha a todos los niveles: la estrategia se propone reforzar el diálogo entre la Comisión y las regiones ultraperiféricas proponiendo el establecimiento de plataformas sobre cuestiones comunes suscitadas por las regiones o sus Estados miembros, fomentando también la participación, en caso necesario, de otras instituciones como el Banco Europeo de Inversiones y las partes interesadas del sector privado.

3) Un acompañamiento personalizado: cada una de las nueve regiones es única, con sus propias dificultades y sus ventajas. La Comisión creará, previa solicitud, grupos de trabajo especiales («grupos de trabajo») con los Estados miembros correspondientes sobre temas específicos. En febrero de 2018 se creó un grupo para acompañar la transición energética en la Reunión. Está previsto que otro grupo de trabajo sobre la gestión de residuos en las Islas Canarias inicie su trabajo en otoño de 2018.

En el contexto de esta estrategia, la Comisión también ha puesto en marcha una iniciativa con un presupuesto de 4 millones de euros destinada a fomentar la participación de estas regiones en el programa de investigación **Horizonte 2020**. La Comisión también ha anunciado su intención de examinar la concesión de ayudas estatales en favor de la construcción de nuevos buques en las regiones ultraperiféricas, siempre que se cumplan condiciones que garanticen una pesca sostenible.



INVERSIONES ESTRATÉGICAS PARA EL FUTURO EN EL PLAN JUNCKER

En el marco de la nueva estrategia, la Comisión ha propuesto una nueva iniciativa dedicada a las regiones ultraperiféricas dentro del Plan Juncker, con el objeto de facilitar el acceso de las regiones al Fondo Europeo de Inversiones Estratégicas (FEIE). El Banco Europeo de Inversiones realizó un estudio de viabilidad para estudiar la creación de plataformas de inversión, con varias opciones que puedan ser respaldadas por el FEIE.

Pero el Plan Juncker ya ha cruzado los océanos para desarrollar cuatro proyectos de infraestructuras en las regiones ultraperiféricas con una financiación por valor de 300 millones de euros. Entre dichos proyectos cabe destacar **una nueva red de autobuses híbridos y eléctricos en las Islas Canarias**, que reduce el tiempo de viaje para los pasajeros y mejora la calidad del aire en la región. El proyecto más reciente, firmado el 14 de junio de 2018, se refiere al **desarrollo del aeropuerto Roland Garros de la Reunión**, con 100 millones de euros de financiación.

El Plan Juncker también apoya un **fondo de fondos para apoyar a los empresarios de la Reunión**, que combina fondos de la política de cohesión y del FEIE, así como una **plataforma de inversión para las regiones ultraperiféricas francesas puesta en marcha por la Agencia Francesa de Desarrollo**. Esta plataforma ha permitido desarrollar el primer proyecto del FEIE en Guayana, un proyecto social intergeneracional que se firmó en presencia del presidente Juncker durante su visita a la Guayana Francesa en octubre de 2017.



EL APOYO DE LOS FONDOS ESTRUCTURALES Y DE INVERSIÓN EUROPEOS Y MEDIDAS ESPECIALES PARA EL CRECIMIENTO Y EL EMPLEO

Para el período 2014-2020, la UE asigna **13 500 millones de euros** a estas regiones en el marco de los Fondos Estructurales y de Inversión Europeos y del POSEI, apoyando de este modo sectores clave como la agricultura y la pesca, así como la innovación, las infraestructuras energéticas, el emprendimiento y la formación profesional.

Más allá de las subvenciones europeas, las regiones ultraperiféricas se benefician de medidas específicas o de excepciones para facilitar su acceso al mercado interior, a fin de atenuar el impacto de las limitaciones geográficas y económicas e impulsar el crecimiento económico.

En mayo de 2017, las normas en materia de ayudas estatales en favor de las regiones ultraperiféricas de la UE fueron precisadas y simplificadas para permitir a los Estados miembros una mejor cobertura de los costes adicionales que soportan las empresas que operan en estas regiones en todos los sectores económicos.

En junio de 2017, la Comisión decidió incrementar el contingente anual de ron tradicional de los territorios de ultramar que se beneficia de una fiscalidad reducida, lo que supuso un respiro para el sector del ron y de la caña de azúcar de las regiones ultraperiféricas francesas, que representa más de 40 000 empleos directos e indirectos.

EL FONDO DE SOLIDARIDAD: LA SOLIDARIDAD EUROPEA EN LAS REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS

En las primeras horas de los devastadores huracanes Irma y María que golpearon el Caribe en septiembre de 2017, la UE manifestó su solidaridad movilizando sus instrumentos de respuesta de emergencia y de reconstrucción a largo plazo, con el apoyo de los fondos europeos. En febrero de 2018, la Comisión puso a disposición **49 millones de euros para San Martín y Guadalupe**.

El Fondo de Solidaridad intervino asimismo en **Madeira**, afectada por incendios forestales en agosto de 2016. La isla recibió un ayuda financiera de cerca de **4 millones de euros** para sufragar parte de los costes de las medidas de emergencia, las operaciones de limpieza y restablecimiento del funcionamiento de las infraestructuras públicas.



UN CONTACTO DIRECTO Y PERIÓDICO CON LA COMISIÓN

El presidente Juncker se reunió con los presidentes de las regiones ultraperiféricas en Bruselas en abril de 2016 y, posteriormente, en marzo de 2017, con motivo del 4.º Foro de las Regiones Ultraperiféricas. El presidente también se reunió con los diputados europeos de estas regiones en Estrasburgo, en mayo de 2016.

El presidente Juncker viajó a Guayana en octubre de 2017, con motivo de la Conferencia anual de regiones ultraperiféricas, junto al presidente de Francia, Emmanuel Macron.

Por su parte, la comisaria de Política Regional, Corina Crețu, se reúne periódicamente con los representantes de las regiones ultraperiféricas y participa en cada conferencia anual organizada por la región que ejerce la Presidencia en ese momento.

La próxima cita importante está prevista para los días 22 y 23 de noviembre de 2018 en las Islas Canarias en la conferencia anual, en la que se abordará también la cuestión del impacto de la salida del Reino Unido de la UE en esas regiones.





European
Commission



THE OUTERMOST REGIONS, EUROPEAN TERRITORY IN THE WIDER WORLD

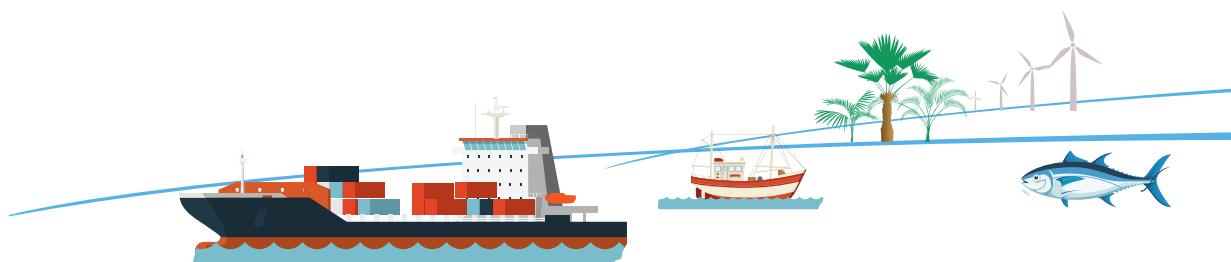


We have always paid particular attention to the nine regions we call the outermost regions, which are first and foremost European regions, and which project Europe's presence at strategic points around the world. The European Union has for many years been seeking to bridge the geographical distance between us by showing they are close to our hearts.

Jean-Claude Juncker, President of the European Commission

The EU has long acknowledged the specific features common to the Azores, the Canary Islands, Guadeloupe, French Guiana, Madeira, Martinique, Mayotte, Réunion and Saint Martin, and has afforded them a special status. But the Juncker Commission has for the first time introduced **specially tailored support**, with the Member States, to help these regions **build on their unique assets, create opportunities for their inhabitants and hold their own in a globalised world**.

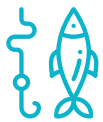
In its proposals for the next multi-annual budget and EU funds for 2021-2027, the Commission fulfilled the commitments set out in the new EU Strategy for the outermost regions of October 2017, which is itself a tangible response to requests expressed by the regions in the memorandum submitted to President Juncker in Brussels in March 2017.



THE COMMISSION'S PROPOSALS FOR THE NEXT EU BUDGET FOR 2021-2027

Under the **Cohesion Policy**, these regions will continue to receive an additional EU funds allocation of more than EUR 1 billion whilst enjoying the maximum rate of EU co-financing. Unlike other regions, they will be allowed to invest EU funds in airports.

They will receive EUR 270 million in aid under cooperation programmes ('Interreg'). Pooling of resources with the Neighbourhood and International Cooperation Instrument will be allowed in order to promote joint projects with third countries and help these regions to be better integrated in the part of the world where they are situated.



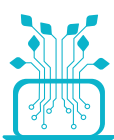
The Commission is proposing EUR 315 million to support the **fisheries** sector in the nine regions, including paying 100 % compensation for their additional costs, as in the past. The financial package earmarked for these regions will also help to develop sustainable fisheries and a sustainable maritime economy and to support small-scale coastal fishermen.

The new **Common Agricultural Policy** continues to follow the POSEI (Programmes of Options Specifically Relating to Remoteness and Insularity) approach in order to offer increased support to farmers in those regions; the proposed funding for the nine regions is set at EUR 627 million per year. Direct payments available to farmers in the outermost regions will remain well above the support levels paid in other Member States.

Further funding is available from the European budget for **rural development**, supporting biodiversity in agriculture and forestry and promoting the economic development of rural areas. Under this arrangement, the outermost regions will be granted the most advantageous rate of European co-financing, that is to say, 70 % instead of the 43 % rate granted to the other regions.

The Commission proposal for **InvestEU** offers Member States the possibility of transferring part of their shared management resources to this new instrument — particularly in vulnerable and isolated regions such as the outermost regions — in order to access the guarantee provided by the EU budget. In these regions, this will attract private investment and further support key sectors such as innovation or energy transition. To make it easier to deploy InvestEU as widely as possible, including in those regions, the Commission is proposing to simplify the rules on national co-financing by declaring it to be compatible with EU rules on State aid, provided that certain specific conditions are met.

The **Erasmus+** and **European Solidarity Corps** programmes will take into account the specific situation of those regions and are seeking to step up their participation in all the programme measures, especially cooperation with third countries in the case of Erasmus+. The Commission will monitor how such participation is progressing.



In order to help the outermost regions to build on their assets and develop their full potential, an initiative to share expertise, 'Sharing Excellence', is open to them under the research and innovation programme, **Horizon Europe**, and to regions that are lagging behind in terms of innovation as compared with the rest of the EU. Furthermore, some of the programme's themes correspond to the unique resources of these regions, i.e. renewable energy, combating climate change, study of tropical diseases, biodiversity and the blue economy, thus encouraging these regions to participate in the programme.

The **Digital Europe** programme will contribute to greater connectivity and better digital skills in these regions. The new digital innovation hubs, as foreseen under the programme, will help these regions to participate fully in the Digital Single Market.



Transport projects including maritime ports and urban roads will be supported in the outermost regions under the transport strand of the **Connecting Europe Facility**, with the EU funding up to half the costs.



Under the environment and climate action programme, LIFE, special attention will be paid to projects put forward by the outermost regions in the calls for proposals. The programme will support small projects for protecting biodiversity and ecosystems in these regions.

The new **Asylum and Migration Fund** and the **Internal Security Fund** will provide the Member States concerned with resources to help these regions to sustainably manage migration and address situations of migratory pressure.

The space facilities of the outermost regions have benefited from the expansion of the **Union's space policy**, in particular the European launch site, Spaceport, situated in French Guiana. The European Commission has recently proposed that the EU should step up its efforts in this field under the new Financial Perspective. This should lead to further economic benefits.



THE NEW EU STRATEGY FOR THE OUTERMOST REGIONS: A PRIVILEGED AND ENHANCED PARTNERSHIP

The Strategy aims to ensure the outermost regions take their rightful role in European policies and to support them on the path of growth, by:

1) taking the specific nature of the outermost regions into account early on in policy-making: Under the Strategy, the impact on these regions of decisions taken at European level is to be analysed in advance, in order to shape policies that better reflect their realities and interests. This concerns in particular the negotiation of international agreements on fisheries or external trade involving products that are important for the regional economies;

2) ensuring closer partnership at all levels: The Strategy aims to strengthen the dialogue between the Commission and the outermost regions by proposing the establishment of platforms on common issues raised by the regions or their Member State, with the participation, if need be, of other institutions, such as the European Investment Bank, and the private sector;

3) providing bespoke support: Each of the nine regions is unique, with its own challenges and strengths. The Commission has proposed that, together with their Member States, it will, on request, set up task forces on particular problems. One task force has already been set up, in February 2018, to support the energy transition in Réunion. Another task force on waste management in the Canary Islands is due to start its work in autumn 2018.

As part of this Strategy, the Commission has also launched an initiative with a EUR 4 million budget to improve these regions' participation in the **Horizon 2020** research programme. The Commission has also announced that it intends to consider allowing State aid for the construction of new vessels in the outermost regions, subject to conditions ensuring sustainable fishing.



STRATEGIC INVESTMENTS FOR THE FUTURE UNDER THE JUNCKER PLAN

As part of the new Strategy, the Commission has proposed a new initiative devoted to the outermost regions under the Juncker Plan to allow them easier access to the European Fund for Strategic Investments (EFSI). The European Investment Bank has conducted a feasibility study on the creation of investment platforms, with several options that could potentially be supported by the EFSI.

But the Juncker Plan has already crossed oceans, with four infrastructure projects in the outermost regions, representing EUR 300 million in funding. This includes **a new network of hybrid and electric buses in the Canary Islands** which reduces the travel time for passengers and improves the quality of air in the region. The most recent project, signed on 14 June 2018, concerns **the development of Roland Garros Airport in Réunion**, with EUR 100 million worth of funding.

A **Fund of funds to support entrepreneurs in Réunion**, combining funds from the Cohesion Fund and the EFSI, and an **investment platform for the French outermost regions** launched by the French Development Agency are also supported by the Juncker Plan. This platform enabled the first EFSI project in French Guiana to be started, an intergenerational social project signed in the presence of President Juncker when he visited that country in October 2017.



EUROPEAN STRUCTURAL AND INVESTMENT FUNDS SUPPORT AND SPECIAL MEASURES FOR GROWTH AND JOBS

For the 2014-2020 period, the EU is allocating these regions **EUR 13.5 billion** under the European Structural and Investment Funds and POSEI, thus supporting not only key sectors such as fisheries and agriculture but also innovation, energy infrastructure, entrepreneurship and vocational training.

In addition to EU subsidies, the outermost regions benefit from specific measures or derogations affording them easier access to the internal market in order to mitigate the effects of their geographical and economic constraints and stimulate growth.

In May 2017, the rules on State aid for the EU's outermost regions were clarified and simplified to allow Member States to better cover the additional costs incurred by undertakings engaged in activities in these regions, in all economic sectors.

In June 2017, the Commission decided to increase the annual quota of traditional rum produced in the French overseas departments that enjoys a reduced rate of tax, thus giving a shot in the arm to the sugar-cane/sugar/rum sector in the French outermost regions, which accounts for more than 40 000 direct and indirect jobs.

THE SOLIDARITY FUND: EUROPEAN SOLIDARITY IN ACTION IN THE OUTERMOST REGIONS

Within the first few hours of the devastating Irma and Maria hurricanes hitting the Caribbean in September 2017, the EU showed its solidarity by mobilising its emergency response instruments and offering aid for reconstruction in the longer term with the support of European funds. The Commission allocated **EUR 49 million to Saint Martin and Guadeloupe** in February 2018.

The Solidarity Fund was also deployed for **Madeira**, hit by forest fires in August 2016. Financial aid of nearly **EUR 4 million** was paid to help cover the costs of emergency measures, clean-up operations and the restoration of public infrastructure.



DIRECT, REGULAR CONTACT WITH THE COMMISSION

President Juncker had meetings with the Presidents of the outermost regions in Brussels in April 2016 and again in March 2017, at the 4th Forum of the Outermost Regions. He also met with the Members of the European Parliament from those regions in Strasbourg in May 2016.

President Juncker went to French Guiana in October 2017 to attend the annual Conference of Outermost Regions, alongside the President of France, Emmanuel Macron.

The Commissioner for Regional Policy, Corina Crețu, regularly meets with representatives of the outermost regions and attends every annual conference, organised by the region holding the presidency.

The next important meeting will be on 22 and 23 November 2018 when the Canary Islands will host the annual conference, which will also address the issue of how the United Kingdom leaving the EU will affect these regions.

